

**Art. 4.** § 1. De verdeling van de mandaten toegekend aan de representatieve verenigingen van de personeelsleden wordt onderhandeld door de verantwoordelijken van deze verenigingen vóór elke hernieuwing van de raad van beroep.

Een mandaat wordt nochtans verzekerd aan elke representatieve vereniging.

§ 2. In afwijking van § 1 gebeurt de verdeling van de effectieve mandaten die toegekend worden aan de representatieve verenigingen van de personeelsleden bij de eerste aanstelling als volgt :

- Algemeen Belgisch Vakverbond : 1 mandaat;
- Algemeen Christelijke Vakverbond : 3 mandaten;
- Algemene Centrale der Liberale vakbonden van België : 1 mandaat.

**Art. 5.** Er wordt aan de voorzitter van de raad van beroep een vast bedrag van 50 EUR toegekend per vergadering die hij bijwoont, alsook de terugbetaling van de vervoerkosten die gelijk is aan een vervoerbewijs met de spoorwegen in eerste klasse.

**Art. 6.** Het mandaat van de leden van de commissie wordt gratis uitgeoefend. De vergoedingen voor reis- en verblijfkosten kunnen nochtans hen worden toegekend volgens de reglementaire bepalingen die terzake worden toegepast.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** De Minister tot wier bevoegdheid het Statuut van het personeel van de gesubsidieerde vrije Hogere Kunstscholen behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 december 2004.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

Cl. EERDEKENS

---

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2005 — 818

[2005/200829]

#### **18 FEVRIER 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 février 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 23 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mars 2004;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 26 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 26 avril 2004;

Vu le protocole n° 318 du Comité de Secteur XVII, conclu le 14 mai 2004;

Vu la demande adressée le 30 septembre 2004 à l'Institut de la Formation en cours de carrière, au Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française de Belgique, à l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication, au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et l'absence d'avis de leur Conseil de direction dans le délai requis de soixante jours prévu par l'article 4, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 37.987/2, donné le 26 janvier 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 18 février 2005,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est inséré dans le Titre VI, Chapitre I<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, à la place de l'article 16 qui devient l'article 17, un article 16 nouveau rédigé comme suit :

« Art. 16. Ne peut être recruté comme agent des Services du Gouvernement que celui qui est porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau de la fonction à conférer selon le tableau repris en annexe IV au présent arrêté. »

CHAPITRE II. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance*

**Art. 2.** A l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, les mots « article 16 » sont remplacés par les mots « article 17 ».

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux statuts du personnel du Commissariat général aux Relations internationales*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 9 mai 1997 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales

**Art. 3.** L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement du 9 mai 1997 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales est abrogé.

*Section 2.* — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement 18 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure du Commissariat général aux Relations internationales

**Art. 4.** A l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement du 18 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure du Commissariat général aux Relations internationales, les mots « A l'article 16 » sont remplacés par les mots « A l'article 17 ».

**Art. 5.** L'article 10 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française*

**Art. 6.** A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, les mots « L'article 16 » et « Art. 16 » sont remplacés par les mots « L'article 17 » et « Art. 17. ».

**Art. 7.** L'article 12 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel*

**Art. 8.** A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, les mots « L'article 16 » et « Art. 16. » sont remplacés par les mots « L'article 17 » et « Art. 17. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière*

**Art. 9.** A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de l'Institut de la Formation en cours de carrière, les mots « L'article 16. » et « Art. 16 » sont remplacés par les mots « L'article 17 » et « Art. 17. ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 10.** L'annexe jointe au présent arrêté est insérée comme annexe IV à l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 12.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 février 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

## ANNEXE

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française. — Article 16

## Annexe IV

CHAPITRE I<sup>er</sup>

Les diplômes et certificats pouvant, à défaut de dispositions spécifiques, être pris en considération pour recruter les agents des Services du Gouvernement sont les suivants :

## Niveau 1

## 1) Diplômes de :

- licencié;
- master (diplôme de base de 2<sup>e</sup> cycle);
- maître (diplôme de base de 2<sup>e</sup> cycle);
- médecin;
- médecin vétérinaire;
- ingénieur civil;
- ingénieur civil-architecte;
- bio-ingénieur;
- ingénieur agronome;
- ingénieur chimiste et des bio-industries;
- ingénieur commercial;
- agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et supérieur;
- docteur;
- pharmacien;
- docteur en médecine;
- docteur en médecine vétérinaire;
- dentiste;
- « arts » (médecin);
- « dierenarts » (vétérinaire);
- « tandarts » (dentiste);

délivrés par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, ou par les établissements y assimilés par la loi ou le décret si les études ont comporté au moins quatre années, même si une partie de ces études n'a pas été accomplie dans un des établissements d'enseignement précités ou par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

## 2) Diplômes de :

- licencié;
- master (diplôme de base de 2<sup>e</sup> cycle);
- ingénieur industriel;
- ingénieur commercial;
- architecte;
- agrégé de l'enseignement secondaire supérieur,

délivrés par une haute école, une école supérieure des arts ou un institut supérieur d'architecture, subventionné ou organisé par la Communauté française ou par un établissement d'enseignement supérieur de type long, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés ou par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

## 3) Diplômes de :

- architecte d'intérieur;
- licencié en recherche et développement;
- maître en musique ou en arts plastiques ou en art dramatique ou en arts audio-visuels,

délivrés par un établissement d'enseignement supérieur de type long, créé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou par un jury d'examen institué par cette Communauté.

4) Certificat délivré à ceux qui ont terminé les études de la Faculté polytechnique et de la Faculté des Sciences sociales et militaires de l'Ecole royale militaire et qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou celui de licencié, avec la qualification déterminée par le Roi, en vertu de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur.

## Niveau 1 (mesures transitoires)

1) Diplôme délivré par l'Université coloniale de Belgique à Anvers où diplôme de licencié délivré par l'Institut universitaire des Territoires d'Outre-Mer, à Anvers, si les études ont comporté au moins quatre années.

## 2) Diplômes de :

- licencié en sciences commerciales;
- d'ingénieur commercial;
- d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales;
- de licencié traducteur;
- de licencié interprète,

délivrés par des établissements d'enseignement technique supérieur du troisième degré, ou par des établissements d'enseignement technique - classés comme instituts supérieurs de commerce A5 - ou par un jury d'examens institué par l'Etat.

- 3) Diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle de cinq ans par :
- la section de sciences administratives de l'Institut d'Enseignement supérieur Lucien Cooremans, à Bruxelles;
  - le « Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handels-wetenschappen », à Ixelles;
  - le « Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurwetenschappen », à Anvers.

## Niveau 2+

- 1) Certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle supérieur.
- 2) Diplôme de géomètre-expert immobilier.
- 3) Diplôme de géomètre des mines.
- 4) Diplôme de bachelier ou diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés ou par un jury d'examens institué par l'Etat ou l'une des Communautés.
- 5) Diplôme de bachelier ou de candidat délivré après un cycle d'au moins deux années d'études, soit par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, les établissements y assimilés par la loi ou les établissements d'enseignement supérieur de type long, créés, subventionnés ou reconnus par l'Etat ou l'une des Communautés soit par un jury d'examens institué par l'Etat ou l'une des Communautés.
- 6) Diplôme d'ingénieur technicien délivré après des cours supérieurs techniques du deuxième degré.
- 7) Diplôme d'une section classée dans l'enseignement supérieur économique ou supérieur social du type court et de promotion sociale ou de l'enseignement artistique ou technique supérieur du 3<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> ou 1<sup>er</sup> degré délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés.
- 8) Certificat attestant de la réussite des deux premières années d'études de la Faculté polytechnique et de la Faculté des Sciences sociales et militaires de l'Ecole royale militaire.

## Niveau 2+ (mesures transitoires)

- 1) Diplôme délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par l'Université coloniale de Belgique, à Anvers ou diplôme de candidature délivré par l'Institut universitaire des Territoires d'Outre-Mer, à Anvers.
- 2) Diplôme de candidature délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par une école d'enseignement technique supérieur du troisième degré ou par des établissements d'enseignement technique, classés comme instituts supérieurs de commerce dans la catégorie A5.
- 3) Diplôme de conducteur civil délivré par une université belge.
- 4) Diplôme d'ingénieur technicien délivré par une école supérieure technique du deuxième degré.
- 5) Diplôme :
  - d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur;
  - d'instituteur primaire;
  - d'institutrice primaire;
  - d'institutrice gardienne.
- 6) Diplôme de gradué en sciences agronomiques, délivré conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté royal du 31 octobre 1934 fixant les conditions de collation des diplômes, d'ingénieur agronome, d'ingénieur chimiste agricole, d'ingénieur des eaux et forêts, d'ingénieur agronome colonial, d'ingénieur horticole, d'ingénieur de génie rural, d'ingénieur des industries agricoles, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1936.
- 7) Diplôme délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur du premier degré et de plein exercice, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat.
- 8) Diplôme classé dans l'une des catégories suivantes : A1, A6/A1, A7/A1, C1/A1, A8/A1, A1/D, A2An, C1/D, C5/C1/D, C1/An délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat.
- 9) Diplôme classé dans la catégorie B3/B1 délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes par un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et qui, lors de l'admission, exige :
  - ou un diplôme d'études secondaires supérieures complètes;
  - ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé;
  - ou un diplôme d'une section classée en catégorie B3/B2.

## Niveau 2

- 1) Certificat d'enseignement secondaire supérieur ou diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, homologué ou délivré par le jury d'Etat ou de l'une des Communautés pour l'enseignement secondaire.
- 2) Diplôme délivré à la suite de l'examen prévu à l'article 5 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.
- 3) Brevet :
  - d'hospitalier ou d'hospitalière ou d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers;
  - d'infirmier ou d'infirmière,
 délivré soit par une section de nursing créée, subventionnée ou reconnue par l'Etat dans la catégorie des écoles professionnelles complémentaires soit par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.
- 4) Diplôme, certificat d'études ou attestation de fréquentation avec fruit de la sixième année d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice, délivré par un établissement subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés.
- 5) Certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle secondaire supérieur.
- 6) Diplôme d'une section appartenant au groupe commerce, administration et organisation d'un cours technique secondaire supérieur d'un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés, délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes.

## Niveau 2 (mesures transitoires)

- 1) Certificat délivré à la suite d'une des épreuves préparatoires prévues aux articles 10, 10bis et 12, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles que ces dispositions existaient avant le 8 juin 1964.

- 2) Diplôme ou certificat de l'enseignement moyen supérieur, homologué ou délivré par le jury d'Etat pour l'enseignement moyen supérieur.
- 3) Diplôme agréé de fin d'études moyennes du degré supérieur (section commerciale).
- 4) Diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement moyen supérieur obtenu avec fruit.
- 5) Diplôme homologué d'école technique secondaire supérieure ou certificat de fin d'études d'école technique secondaire supérieure délivré après un cycle de trois années d'études secondaires supérieures, avec fruit, par un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou diplôme d'école technique secondaire supérieure délivré par le jury d'Etat.
- 6) Diplôme ou certificat de fin d'études d'école technique secondaire supérieure - anciennes catégories A2, A6/A2, A6/C1/A2, A7/A2, A8/A2, A2A; C1, C1A, C5/C1, C1/A2 délivré après un cycle de trois années d'études secondaires supérieures, avec fruit, par un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat de l'enseignement secondaire.
- 7) Diplôme homologué d'enseignement artistique secondaire supérieur de plein exercice, délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 février 1971 fixant l'équivalence du niveau des études des établissements d'enseignement artistique à celui de l'école technique secondaire supérieure et déterminant les conditions dans lesquelles les diplômes sont délivrés et de l'arrêté royal du 25 juin 1976 réglant les études de certaines sections secondaires supérieures des établissements d'enseignement artistique de plein exercice.
- 8) Diplôme, certificat de fin d'études, brevet ou attestation d'études de la sixième année de l'enseignement artistique ou professionnel secondaire supérieur de plein exercice, délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.
- 9) Brevet ou certificat de fin d'études délivré après la fréquentation du cycle secondaire supérieur d'une section professionnelle d'un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et classé dans l'une des catégories A4, C3, C2, C5.
- 10) Diplôme délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B1, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.
- 11) Diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B2 créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et qui, lors de l'admission, exige un diplôme d'études secondaires inférieures ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé.

### Niveau 3

Aucun diplôme ou certificat d'études n'est requis.

Pour l'application du présent chapitre, les diplômes de l'enseignement de promotion sociale, correspondant aux diplômes de l'enseignement de plein exercice, sont pris en considération dans les mêmes conditions que ceux de l'enseignement de plein exercice.

## CHAPITRE II

§ 1<sup>er</sup>. Sont admis également les diplômes et certificats d'études obtenus selon un régime étranger qui, en vertu de traités ou de conventions internationales ou en application de la procédure d'octroi de l'équivalence prévue par la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, sont déclarés équivalents à l'un des diplômes ou certificats d'études visés dans la présente liste.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, les dispositions de la Directive 89/48/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans et de la Directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, sont prises en considération pour le recrutement des agents des Services du Gouvernement.

L'administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale est chargé, dans le cadre d'un concours de recrutement déterminé de recevoir les candidatures de porteurs de titres visés à l'article 3, points a) et b), de la directive précitée du 21 décembre 1988 et aux articles 3, 5, 6, 8 et 9 de la directive précitée du 18 juin 1992. Pour connaître la valeur des titres présentés, L'administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale soumet, pour avis, ces titres aux autorités compétentes en matière d'enseignement.

Il prend alors les décisions prévues à l'article 8, § 2, de la précitée du 21 décembre 1988, en ce compris l'application éventuelle des dispositions de compensation prévues en son article 4 ou celles qui sont prévues à l'article 12, § 2, de la directive précitée du 18 juin 1992, en ce compris l'application éventuelle des dispositions de compensation prévues en ses articles 4, 5 et 7.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 818

[2005/200829]

**18 FEBRUARI 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 februari 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 23 maart 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 maart 2004;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 26 april 2004;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), gegeven op 26 april 2004;

Gelet op het protocol nr. 318 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 14 mei 2004;

Gelet op de aanvraag op 30 september 2004 ingediend op het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan), op de « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap), op de « Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication » (Overheidsbedrijf voor de nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën), op de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » (Hoge raad voor de Audiovisuele Sector) en gelet op het gebrek aan advies van hun Directieraad binnen de vereiste termijn van zestig dagen bedoeld bij artikel 4, lid 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 37.987/2, gegeven op 26 januari 2005, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 18 februari 2005,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van 22 juli 1966 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

**Artikel 1.** In Titel VI, Hoofdstuk I, van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt in de plaats van artikel 16, dat artikel 17 wordt, een nieuw artikel 16 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16. Als ambtenaar van de Diensten van de Regering kan slechts de persoon geworven worden die houder is van een studiediploma of -getuigschrift dat verband houdt met het niveau van het te begeven ambt volgens de tabel opgenomen in bijlage IV bij dit besluit. »

**HOOFDSTUK II. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap)**

**Art. 2.** In artikel 10 van het besluit van de Regering van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), worden de woorden « artikel 16 » vervangen door de woorden « artikel 17 ».

**HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de statuten van het personeel van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen)**

**Afdeling 1. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van 9 mei 1997 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België)**

**Art. 3.** Artikel 9 van het besluit van de Regering van 9 mei 1997 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) wordt opgeheven.

**Afdeling 2. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 18 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen**

**Art. 4.** In artikel 9 van het besluit van de Regering van 18 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen, worden de woorden « In artikel 16 » vervangen door de woorden « In artikel 17 ».

**Art. 5.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap)*

**Art. 6.** In artikel 11 van het besluit van de Regering van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), worden de woorden « Artikel 16 » en « Art. 16 » vervangen door de woorden « Artikel 17 » en « Art. 17 ».

**Art. 7.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector)*

**Art. 8.** In artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector), worden de woorden « Artikel 16 » en « Art. 16. » vervangen door de woorden « Artikel 17 » en « Art. 17. ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan)*

**Art. 9.** In artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan), worden de woorden « Artikel 16 » en « Art. 16. » vervangen door de woorden « Artikel 17 » en « Art. 17. ».

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** De bijlage gevoegd bij dit besluit wordt ingevoegd als bijlage IV bij het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 12.** De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 18 februari 2005.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

#### BIJLAGE

Bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2005 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Artikel 16.

#### Bijlage IV

#### HOOFDSTUK I

De diploma's en getuigschriften die, bij gebrek aan specifieke bepalingen, in aanmerking kunnen worden genomen om ambtenaren van de Regeringsdiensten aan te werven, zijn de volgende :

#### Niveau 1

- 1) Diploma's van :
  - licentiaat;
  - master (basisdiploma van de 2e cyclus);
  - meester (basisdiploma van de 2e cyclus);
  - arts;
  - dierenarts;
  - burgerlijk ingenieur;
  - burgerlijk ingenieur-architect;
  - bio-ingenieur;
  - landbouwkundig ingenieur;

- ingenieur, richting scheikunde en bio-industrie;
- handelsingenieur;
- geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs;
- doctor;
- apotheker;
- doctor in de geneeskunde;
- doctor in de dierengeneeskunde;
- tandarts;
- « arts » (diploma uitgereikt door de Vlaams Gemeenschap);
- « dierenarts » (diploma uitgereikt door de Vlaams Gemeenschap);
- « tandarts » (diploma uitgereikt door de Vlaams Gemeenschap), uitgereikt door de Belgische universiteiten, met inbegrip van de scholen die aan deze universiteiten verbonden zijn, of door de inrichtingen die ermee gelijkgesteld zijn door de wet of het decreet als de studies minstens vier jaar bedragen hebben, zelfs als een deel van die studies niet in één van de voornoemde onderwijsinrichtingen is gevolgd, of door een door de Staat of één van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

2) Diploma's van :

- licentiaat;
- master (basisdiploma van de 2e cyclus);
- industrieel ingenieur;
- handelsingenieur;
- architect;
- geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, uitgereikt door een hogeschool, een hogere kunstschool of een hoger instituut voor architectuur, gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of één van de Gemeenschappen of door een door de Staat of één van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

3) Diploma's van :

- binnenhuisarchitect;
- licentiaat research & development;
- meester in de muziek of in de plastische kunsten of in drama of in de audiovisuele kunsten, uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Vlaamse Gemeenschap of door een examencommissie ingesteld door deze Gemeenschap.

4) Getuigschrift uitgereikt aan de personen die hun studies volbracht hebben aan de faculteit polytechniek en de faculteit voor sociale en militaire wetenschappen van de Koninklijke Militaire School en die de graad van burgerlijk ingenieur of licentiaat mogen dragen, met de kwalificatie bepaald door de Koning, krachtens de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs.

#### Niveau 1 (overgangsbepalingen)

1) Diploma uitgereikt door de Koloniale Hogeschool van België, te Antwerpen, of diploma van licentiaat uitgereikt door het Universitair Instituut voor de Overzeese Gebieden te Antwerpen, als de studies minstens vier jaar bedragen hebben.

2) Diploma's van :

- licentiaat in de handelswetenschappen;
- handelsingenieur;
- geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor handelswetenschappen;
- licentiaat vertaler;
- licentiaat tolk,

uitgereikt door de inrichtingen voor hoger technisch onderwijs van de derde graad of door inrichtingen voor technisch onderwijs - beschouwd als hogere instituten voor handel A5 - of door een door de Staat ingestelde examencommissie.

3) Einddiploma of -getuigschrift uitgereikt na een cyclus van vijf jaar door :

- de afdeling bestuurswetenschappen van het « Institut d'Enseignement supérieur Lucien Cooremans », te Brussel;
- het « Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen », te Elsene;
- het « Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen », te Antwerpen.

#### Niveau 2+

1) Getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de hogere cyclus.

2) Diploma van landmeter-expert onroerende goederen.

3) Diploma van mijnmeter.

4) Diploma van bachelor of diploma van het hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of één van de Gemeenschappen of door een door de Staat of één van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

5) Diploma van bachelor of van kandidaat uitgereikt na een cyclus van minstens twee studie jaren, ofwel door de Belgische universiteiten, met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, de bij de wet ermee gelijkgestelde inrichtingen of de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of één van de Gemeenschappen ofwel door een door de Staat of één van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.



6) Diploma van technisch ingenieur uitgereikt na hogere technische leergangen van de tweede graad.

7) Diploma van een afdeling ingedeeld in het economisch hoger of sociaal hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie of van het hoger kunst- of technisch onderwijs van de 3e, 2e of 1e graad uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of één van de Gemeenschappen.

8) Getuigschrift na het slagen voor de eerste twee studie jaren van de Faculteit polytechniek en de Faculteit sociale en militaire wetenschappen van de Koninklijke Militaire School.

#### Niveau 2+ (overgangsbepalingen)

1) Diploma uitgereikt na een cyclus van minstens twee studie jaren uitgereikt door de Koloniale Hogeschool van België, te Antwerpen, of diploma van kandidaat uitgereikt door het Universitair Instituut voor de Overzeese Gebieden, te Antwerpen.

2) Diploma van kandidaat uitgereikt na een cyclus van minstens twee studie jaren door een hogere technische school van de derde graad of door inrichtingen voor technisch onderwijs, gerangschikt als hogere instituten voor handel in de categorie A5.

3) Diploma van burgerlijk conducteur uitgereikt door een Belgische universiteit.

Diploma van technisch ingenieur uitgereikt door een hogere technische school van de tweede graad.

Diploma van :

— geaggregeerde van het lager secundair onderwijs;

— lager onderwijzer;

— lager onderwijzeres;

— Kleuteronderwijzeres.

6) Diploma van gegradueerde in de landbouwwetenschappen, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1934 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de diploma's van landbouwkundig ingenieur, scheikundig landbouwingenieur, ingenieur voor waters en bossen, koloniaal landbouwkundig ingenieur, tuinbouwkundig ingenieur, boerderijbouwkundig ingenieur, ingenieur der landbouwbedrijven, zoals het werd gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1936.

7) Diploma, uitgereikt door een inrichting voor het hoger technisch onderwijs van de eerste graad met volledig leerplan, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van regeringswege samengestelde examencommissie.

8) Diploma, gerangschikt in een van de navolgende categorieën : A1, A6/A1, A7/A1, C1/A1, A8/A1, A1/D, A2An, C1/D, C5/C1/D, C1/An, uitgereikt door een inrichting voor hoger technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van regeringswege samengestelde examencommissie.

9) Diploma gerangschikt in de categorie B3/B1 en uitgereikt na een cyclus van minstens zevenhonderd vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en die bij de toelating een van de volgende voorwaarden eist :

— een diploma van volledige hogere secundaire studies;

— het welslagen voor een daarmee gelijkgesteld toelatingsexamen;

— een diploma van een afdeling gerangschikt in de categorie B3/B2.

#### Niveau 2

1) Getuigschrift van hoger secundair onderwijs of diploma van bekwaamheid voor toegang tot het hoger onderwijs, gehomologeerd of uitgereikt door de van regeringswege samengestelde examencommissie of door één van de Gemeenschappen voor het secundair onderwijs.

2) Diploma uitgereikt na een examen bedoeld in artikel 5 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949.

3) Brevet :

— van ziekenhuisverpleegkundige of ziekenhuisassistent(e);

— van verpleger of verpleegster;

uitgereikt door een nursingafdeling opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat in de categorie van de bijkomende beroepsscholen ofwel door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

4) Diploma, studiegetuigschrift of attest van schoolbezoek voor het met vrucht behalen van het zesde jaar algemeen, technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, uitgereikt door een door de Staat of door één van de Gemeenschappen gesubsidieerde of erkende inrichting.

5) Getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de hogere secundair cyclus.

6) Diploma van een afdeling die tot de groep van de handel, het bestuur en de organisatie behoort van een hogere technische secundaire cursus van een technische onderwijsinrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of één van de Gemeenschappen, uitgereikt na een cyclus van minstens zevenhonderd vijftig lestijden.

#### Niveau 2 (overgangsbepalingen)

1) Getuigschrift uitgereikt na één van de voorbereidende proeven bepaald in de artikelen 10, 10bis en 12, van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, zoals die bepalingen bestonden voor 8 juni 1964.

2) Diploma of getuigschrift van het hoger middelbaar onderwijs, gehomologeerd of uitgereikt door een van regeringswege samengestelde examencommissie voor het hoger middelbaar onderwijs.

3) Erkend einddiploma voor middelbaar onderwijs van de hogere graad (richting handel).

4) Einddiploma of -getuigschrift van het hoger middelbaar onderwijs met vrucht behaald.

5) Gehomologeerd diploma van een technische hogere secundaire school of eindgetuigschrift van een technische hogere secundaire school uitgereikt na een cyclus van drie studie jaren hoger secundair onderwijs met vrucht behaald, door een schoolinrichting voor technisch onderwijs opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of diploma van een technische hogere secundaire school uitgereikt door de door de Staat ingestelde examencommissie.

6) Einddiploma of -getuigschrift van een technische hogere secundaire school — vroegere categorieën A2, A6/A2, A6/C1/A2, A7/A2, A8/A2, A2A; C1, C1A, C5/C1, C1/A2 uitgereikt na een cyclus van drie studiejaar hoger secundair onderwijs, met vrucht behaald, in een inrichting voor technisch onderwijs opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van regeringswege samengestelde examencommissie van het secundair onderwijs.

7) Gehomologeerd diploma voor hoger kunstsecundair onderwijs met volledig leerplan, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 februari 1971 tot vaststelling van de gelijkwaardigheid van het studiepeil van de inrichtingen voor kunstsonderwijs met dat van de hogere secundaire technische school en waarbij de voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's bepaald worden en van het koninklijk besluit van 25 juni 1976 tot regeling van de studies van sommige hogere secundaire afdelingen van de inrichtingen voor kunstsonderwijs met volledig leerplan.

8) Studiediploma, -eindgetuigschrift, -brevet of -bewijs van het zesde jaar kunstsecundair of beroepssecundair onderwijs (hoger secundair onderwijs) met volledig leerplan, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat.

9) Eindbrevet of -getuigschrift uitgereikt na het volgen van de hogere secundaire cyclus van een beroepsafdeling van een inrichting voor technisch onderwijs opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en ingedeeld in een van de categorieën A4, C3, C2, C5.

10) Diploma uitgereikt na een cyclus van minstens zevenhonderd vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs ingedeeld in de categorie B3/B1, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat.

11) Einddiploma of -getuigschrift uitgereikt na een cyclus van minstens zevenhonderd vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie B3/B2 opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en die, bij de toelating, een diploma eist van lagere secundaire studies of een bewijs voor het slagen van een toelatingsexamen dat ermee gelijkgesteld is.

### Niveau 3

Geen enkel diploma of getuigschrift wordt vereist.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk, worden de diploma's van het onderwijs voor sociale promotie, die overeenstemmen met de diploma's van het onderwijs met volledig leerplan, in aanmerking genomen onder dezelfde voorwaarden als die van het onderwijs met volledig leerplan.

## HOOFDSTUK II

§ 1. De studiediploma's en -getuigschriften die behaald zijn volgens een buitenlands stelsel dat, krachtens de internationale verdragen of overeenkomsten of bij toepassing van de procedure voor de toekenning van de gelijkwaardigheid bedoeld bij de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, gelijkwaardig worden verklaard met één van de studiediploma's of -getuigschriften bedoeld in deze lijst, worden eveneens toegelaten.

§ 2. In afwijking van § 1, worden de bepalingen van de Richtlijn 89/48/EEG van de Raad van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van hoger onderwijsdiploma's waarmee beroepsopleidingen van ten minste drie jaar worden afgesloten en van Richtlijn 92/51/EEG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel van erkenning van beroepsopleidingen, in aanmerking genomen voor de werving van de ambtenaren van de Regeringsdiensten.

De afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid wordt belast, in het kader van een bepaald wervingsexamen, de kandidaturen te ontvangen van de houders van bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 3, punten a) en b), van voornoemde richtlijn van 21 december 1988 en van de artikelen 3, 5, 6, 8 en 9 van voornoemde richtlijn van 18 juni 1992. Om de waarde van de voorgestelde bekwaamheidsbewijzen te kennen, legt de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid die bekwaamheidsbewijzen voor advies voor aan de besturen bevoegd inzake onderwijs.

Hij neemt dan de beslissingen bedoeld in artikel 8, § 2, van voornoemde richtlijn van 21 december 1988, met inbegrip van de eventuele toepassing van de compensatiebepalingen bedoeld in artikel 4 of die bedoeld in artikel 12, § 2, van voornoemde richtlijn van 18 juni 1992 met inbegrip van de eventuele toepassing van de compensatiebepalingen bedoeld in de artikelen 4, 5 en 7.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2005 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK